

Le développement durable vu par « PAR »

SIPAL, 6 octobre 2011

Pierre-Alain Rumley, professeur à l'université de Neuchâtel, président d'equiterre

Préambule :

La prochaine conférence (24.11.2011) aura lieu à l'Hôtel de Ville d'Orbe. Carlo Vagnièrès viendra parler de la restauration du bâtiment de l'Hôtel de Ville et spécifiquement du revêtement naturel qui a été utilisé.

CONFERENCE

Présentation de Pierre-Alain Rumley :

Pierre-Alain Rumley remplace Mr. Longet en tant que président du Groupe « DD » du SIPAL. Lors de la conférence, il nous présentera sa vision du développement durable (DD) et nous fera part de sa grande expérience dans le domaine.

Critique du concept de DD

PAR n'est pas adepte de la « foi du charbonnier » et pense que l'adhésion au concept de DD nécessite de la réflexion. Tout l'intérêt est, en effet, d'avoir une vision critique et de ne pas croire sans recul à ce concept qu'Alain Cluzet, urbaniste, considère comme une « *nouvelle pensée unique* ».

Gilbert Rist se montre aussi très critique par rapport à la volonté d'étendre notre conception occidentale du développement au monde entier. Pour lui, qui trouve la définition Brundtland d'une « *indigence rare* », le DD c'est une « *invitation à faire durer le développement universel (puisque personne n'y échappe désormais, il faut le rendre universel)* ». François Ascher, urbaniste, considère lui le DD comme une « *notion valise dans laquelle chacun peut mettre ses propres préoccupations et objectifs* ». Pour Nicolas Goergescu-Roegen, le père de la décroissance, « *le DD est une charmante berceuse* ».

En conclusion, beaucoup de penseurs ont une vision très sceptique du DD. Et bien que l'on ne soit pas obligé de partager leur perception, il est important d'en avoir pris connaissance et d'avoir analysé les reproches faits au concept par ces éminents penseurs.

Réponses techniques ?

C'est un fait : le DD est en vogue dans les grandes écoles où il y a une volonté de pousser les étudiants à fournir des réponses techniques aux défis du DD. Le concept de la société à 2000 Watts en est une démonstration.

Mais ce genre de projet a un inconvénient majeur : seuls les changements techniques sont considérés, mais pas – ou très peu – les changements culturels et de société nécessaires pour arriver aux objectifs fixés par le DD, tels que le rééquilibrage des relations Nord-Sud. En se reposant sur la technique, on omet les réflexions de fond. Tirée du magazine « Habitation » de septembre 2011, la citation de Roland Stulz, directeur du programme « Société 2000 Watts », ETHZ, est parlante : « *La peur de devoir faire des sacrifices n'est pas fondée, sauf en cas de gloutonnerie et d'exploitation abusive (...). Si nous ne donnons pas des réponses de notre plein gré, nous serons bientôt contraints d'y répondre (...).* »

Dans son ouvrage « La Voie », Edgar Morin plaide pour une meilleure prise en compte des changements culturels et sociaux essentiels à la mise en œuvre du DD. Il cite Kenneth Boulding à ce propos : « *Quiconque croit qu'une croissance exponentielle peut durer toujours dans un monde fini est ou un fou, ou un économiste* ».

Recherche suisse (PNR 54)

Pierre-Alain Rumley a été membre du comité de direction du PNR 54 (DD de l'environnement construit) dont le rapport de synthèse sera publié prochainement.

Il est à remarquer que dans ce programme national de recherche, aucun acteur ne s'est positionné clairement par rapport au concept théorique de DD, sauf Christian Suter (professeur de sociologie à l'Université de Neuchâtel). Pour lui, le DD est une utopie utile, à savoir qu'il s'agit d'une vision idéale ayant pour objectif de faire évoluer les choses. Dans la pratique, chacun appréhende le DD de façon différente et le réinterprète en fonction de sa propre vision des choses. Le concept est donc utile pour favoriser une « *réinterprétation flexible et pragmatique des acteurs* », pour « *la mise en place de projets concrets* » et la mise en place d'une « *dynamique vertueuse* ».

Thèmes actuels

Trois thèmes sont d'actualité, à savoir le capitalisme vert, le découplage et la décroissance.

- **Capitalisme vert :**
Le capitalisme vert prône une meilleure utilisation des produits, tout en gardant une logique de production capitaliste qui intégrerait les principes du DD (va dans le sens clean tech du PS).
- **Découplage :**
Le découplage défend l'idée qu'il faut fabriquer des produits à moindre intensité énergétique. On mise donc sur des produits beaucoup moins gourmands en énergie et autres ressources non renouvelables. Attention à bien séparer le découplage relatif (en marche) et absolu (pas observé).
- **Décroissance :**
Bien qu'il soit d'actualité, ce thème est très sensible au niveau politique et peu populaire. La décroissance, c'est réfléchir à comment faire pour avoir une moindre

croissance sans affecter le bon fonctionnement du système. Et là, pour y arriver, il y a des pistes dans l'aménagement du territoire, mais ce thème est plutôt à apprécier à l'échelle de la planète. Au seul niveau suisse, cela manque d'intérêt (vu la taille de notre pays), mais notre pays pourrait viser un rôle d'exemple en la matière.

Position personnelle de PAR

- **Utilisation du concept de DD mais sans naïveté**
L'on peut adhérer au concept mais sans naïveté et pas avec la foi du charbonnier. Il faut réfléchir à ce qu'on met derrière le concept (cadre de référence), avoir une vision complète de la durabilité, de ses ambitions et de ses contradictions.
- **Le DD n'est pas un état définissable, est une utopie**
On ne peut pas faire abstraction des rapports de pouvoir, ceux-ci conditionnant l'avenir. En tenir compte est donc essentiel.
- **On peut avancer par petits pas**
Il ne faut pas minimiser les actions qui sont menées à bien.
- **Fondamentalement, la recherche du DD est une position de gauche (au sens large)**
C'est pour cela que « le libéralisme vert, c'est peu crédible ! ». PAR a le sentiment que certains milieux ont adhéré au concept parce qu'il contenait le terme « développement », et dans le fond tant mieux ! Mais cela dénote que la perception claire du DD n'est peut-être pas chose acquise... L'actualité le confirme et nous le rappelle régulièrement. Prenons comme exemple le projet de complexe immobilier d'Andermatt. Pour la réalisation de ce projet, le promoteur a convaincu tout le monde des retombées positives du projet. La dérogation à la LEX Kohler a été autorisée par le Conseil Fédéral et validée sans aucune étude de durabilité préalable.
- **Il faut sortir de la logique de la croissance (concept d'a croissance, selon Serge Latouche) et sortir du mythe du PIB**
La logique de la croissance et le mythe du PIB ne sont pas compatibles avec les objectifs du DD. Il faut se tourner vers un mode de pensée sur une longue période qui vise à changer progressivement les modes de fonctionnement de notre société.
- **Changements dans la gouvernance mondiale (OMC, FMI, banque mondiale)**
Des changements au niveau de la gouvernance mondiale sont effectivement nécessaires pour avoir des représentants d'autres philosophies à la tête des grands organismes.
- **Décélération plutôt qu'accélération**
- **Organiser la transition**
Certes, il faut de suite penser et organiser la transition mais il n'existe pas encore de modèle pour ce faire. Tout le travail est donc à faire.

- **Nécessité d'un positionnement clair : DD fort, faible ou faible plus, cadre de référence, etc.**

Pour aller de l'avant, il est essentiel que les acteurs du DD se positionnent clairement et se fédèrent autour de la même définition du DD. Il faut que les acteurs adoptent un même cadre de référence en ayant réellement analysé ce que ce dernier contient.

DD du territoire

On rentre ici dans le domaine de prédilection de Pierre-Alain Rumley. Et voici quelques points sur lesquels il souhaite attirer l'attention :

- **Aspects globaux et locaux**

Il est important de voir les relations entre deux niveaux : **les aspects globaux** (par ex. > alimentation) et **les aspects locaux** (par ex. > atteinte aux terres agricoles) à **lier** (par ex. > CO2 ET mobilité), etc.

- **Avenir, dans une nouvelle perspective : Les villes comme défi ... ou les villages ; Les grandes villes --- ou les villes petites et moyennes ; Densification ... mais où, combien et comment ?**

A l'avenir, le développement territorial durable (DTD) doit s'orienter de façon à être en accord avec la définition du DD adoptée. Actuellement, les grands enjeux de DTD sont positionnés dans les villes. Les thématiques des grandes métropoles et de la qualité de vie en ville captent l'attention : le défi est de rendre ce type d'espace plus durable. Or, qu'en est-il des villages ? Serge Latouche pense qu'en adoptant une vision du développement décélérée, il y aura justement plus d'enjeux qui se poseront à l'échelle villageoise. A l'avenir, il serait donc intéressant de moins focaliser sur les métropoles et de s'occuper également des autres niveaux de territoire que sont les villages et les villes petites et moyennes.

Quant à la densification, elle paraît incontournable au vu des projections démographiques. Mais il faut aussi bien la cerner et la définir afin de mener des opérations de densification raisonnables qui participent concrètement à une augmentation de la qualité de la vie.

- **Mélange des fonctions (mixité, agriculture urbaine, etc.)**

Un autre mot d'avenir : la mixité. Essentielle pour parvenir à atteindre les objectifs de durabilité au niveau territorial, elle se décline sur plusieurs plans. La mixité sociale doit se voir à plusieurs échelles : de celle du quartier à celle de l'agglomération ; la mixité fonctionnelle se fait au sein du même espace. Elle permet de donner un regain d'intérêt à certaines activités, comme par exemple pour l'agriculture urbaine et périurbaine. En la matière, la position japonaise, qui laisse des poches d'agriculture à l'intérieur du milieu urbain, est intéressante.

- **Les projets les plus durables sont parfois ceux que l'on ne fait pas**

Si l'on veut éviter des impacts négatifs en terme de durabilité, il faut savoir parfois tout simplement renoncer à certains projets !

Le cas de la volonté d'implantation de Lidl dans le Val de Travers en est un exemple : pour cette région en difficulté économique, la demande d'ouverture d'un centre

commercial par Lidl représentait une claire opportunité de faire entrer des liquidités. Pourtant, les autorités ont utilisé leurs instruments d'aménagement pour bloquer le projet. Ce refus a été motivé par le fait qu'il y avait déjà un centre commercial implanté, que cela allait augmenter certaines nuisances (trafic par ex.) mais également parce que le Val de Travers souhaite appuyer les petits commerces de proximité.

- **Mesures dans les domaines** : foncier (propriété du sol, prix, etc.) ; fiscal (vérité des coûts, internalisation des coûts externes, etc.) ; gouvernance (compétences en matière d'urbanisme)

Dans ces trois domaines clefs du DTD, les petites « réformattes » ne vont pas suffire...

Au niveau du foncier, il est essentiel que l'aménagement du territoire respecte les principes du DD. Dans ce sens, la question de la maîtrise du sol – et de son prix aussi – est centrale. Bien qu'ayant généré une levée de boucliers à son évocation dans le canton de Vaud, l'idée d'un droit de préemption des communes est à creuser. Au niveau fiscal, l'internalisation des coûts externes est un grand défi. Cela représente plusieurs milliards par année et permettrait aussi d'aller dans le sens d'une plus grande équité sociale.

Au niveau de la Gouvernance, en matière d'aménagement du territoire, on ne peut pas continuer à laisser autant de compétences aux communes. Cette trop grande marge de manœuvre qui est accordée va à l'encontre d'une bonne coordination de l'aménagement. Pour améliorer notre stratégie en termes de durabilité, il faudrait déplacer certaines compétences à l'échelle des agglomérations.

DEBAT

Concept de décélération : est-ce qu'on doit le vendre ou l'imposer ? Comment convaincre que c'est la bonne hypothèse, passer de l'envie à la formalisation ?

Aujourd'hui, le message dominant est celui de la croissance et de l'accélération. Il faut donc commencer par sortir de cette logique-là, véhiculée par les médias. Au niveau politique, seuls les Verts militent (plutôt implicitement) pour changer notre mode de vie et sortir de la croissance.

Pour arriver à convaincre, il faut passer par la formation et travailler à faire passer le vrai message du DD. Car pour l'instant ce n'est pas le cas : l'avertissement sur les limites de la planète a été lancé en 1972 et le concept de DD a émergé depuis plus de vingt ans. Or, qu'est-ce qui a changé depuis ? Culturellement, pas grand chose... ou alors très marginalement. Malgré des efforts technologiques remarquables, plusieurs voyants sont au rouge en raison d'une consommation toujours plus effrénée de ressources. Il faut aussi travailler au niveau individuel, à savoir modifier son mode de vie dans cette perspective de décélération, chacun en fonction de ses moyens .

Retour sur le concept de DD

La société a besoin d'utopies, le DD en est une et c'est bien. Peut-être faut-il la considérer non pas comme un slogan, une valise fourre-tout mais comme une charpente de l'organisation de la société.

Les buts doivent être chiffrés. F. Marthaler rappelle que dans le Programme de Législature du Canton de Vaud, il y a des objectifs très clairs et fixés à plusieurs horizons. A l'Etat et aux autres acteurs de la collectivité de mettre en œuvre les moyens de les atteindre !

Au sujet de la croissance, dans la théorie économique classique, l'objectif n'est au fond pas de vilipender nos ressources mais bien d'améliorer le bien-être local et d'assurer une allocation optimale des ressources. La notion d'efficacité est sous-jacente : maximiser le bien-être avec un minimum de ressources. Donc croissance ne signifie pas forcément une augmentation de la consommation des ressources ! La théorie économique classique, c'est du DD avant l'heure.

Les discussions sur le DD ont commencé quand le monde industriel s'est rendu compte que l'on arrivait aux limites de la Biosphère (ressources, émissions, etc.) et des conséquences de la relation Nord-Sud totalement inéquitable. Les limites du système étant connues, il faut rééquilibrer ce dernier pour éviter son implosion et optimiser l'utilisation des ressources afin de permettre à la société de continuer à fonctionner.

Société à 2000W et thème de l'énergie

Pour la Société à 2000W, le scénario énergétique comprend aussi l'énergie grise. (2000W étant la puissance moyenne utilisée par habitant dans le monde entier lors de la sortie du concept). Arriver à cet objectif demandera obligatoirement d'aller dans le sens d'une société plus équitable et équilibrée (les Américains consomment actuellement 12000W).

Problématique des acteurs du changement « C'est pas moi, c'est l'autre »

La Suisse est un pays qui va plutôt bien. Or, si la Suisse se risquait à tenter d'internaliser les effets du transport par exemple, la situation serait tout de suite plus inquiétante. En France, pour certaines catégories de population, 40% du revenu est déjà dédié au transport et au logement ; on risque des situations sociales dramatiques si le coût des transports augmente

Comme la situation est pour l'instant plutôt favorable, on voit difficilement qui va faire bouger et évoluer les choses... La crainte est de se retrouver devant des mesures d'urgence qui devront être prises dans certains domaines, en regard des limites du climat et des ressources notamment. Comment faire passer le message assez tôt pour amorcer le changement de façon volontaire ? La réponse est difficile... Une piste pourrait être de travailler au niveau de l'éducation afin que davantage d'économistes se plongent dans le DD et sortent ainsi de la vision dominante du mythe de la croissance.

C'est au niveau économique qu'il faudrait en priorité intervenir mais c'est là le plus difficile. Et en matière d'aménagement du territoire, la maîtrise est toute relative : les entreprises

choisissent de s'implanter là ou elles le veulent. Alors comment inciter les entreprises de s'établir à la Chaux-deFonds plutôt qu'à Genève ? La question reste ouverte.

Question du rapport villes/villages et du retrait de l'autonomisation des communes

Dans une société décroissante, l'enjeu est la répartition optimale du travail. Si on travaille moins, l'on peut être plus autonome et produire davantage nous-mêmes grâce à des activités plutôt de nature villageoise (bricolage, potagers, etc.). C'est aussi pour cela qu'il ne faut pas occulter la question des villages, sans pour autant abandonner les efforts essentiels faits en milieu urbain.

Quant aux communes, diminuer leur autonomie ne signifie pas centraliser toutes les compétences en aménagement du territoire à Berne! Il faudrait d'une part commencer par diminuer le nombre de cantons et de communes en procédant à des fusions (cf. « La Suisse demain : utopie ou réalité », Pierre-Alain Rumley, Presses du Belvédère, 2010). En effet, la fusion de communes a l'avantage d'éviter, au niveau du zonage, d'avoir « de tout partout » et, grâce à une répartition optimum, de tendre vers un aménagement du territoire beaucoup plus rationnel, notamment pour l'équipement de terrains à bâtir. On limite les investissements tout en étant plus efficace ! D'autre part, il faudrait également renforcer les compétences aux niveaux supérieurs (nouveaux espaces fonctionnels comme les organes d'agglomération) afin de travailler à une échelle moins micro, notamment pour les plans d'affectation. Cela n'empêcherait pas que les plans de quartier puissent rester aux mains des communes.

La question du redimensionnement des zones à bâtir doit aussi se poser.

Repenser le rapport villes/villages et l'autonomie des communes demande de remettre en cause les acquis, ce qui est très difficile. Le moteur, pour la fusion de communes, doit être la rationalité tout en tenant compte des questions d'identité. Car c'est parfois plus raisonnable de mettre les moyens ensemble afin de simplifier la coordination des mesures relatives au territoire. Les instruments à l'étranger (par exemple en Allemagne) pourraient également nous inspirer.

S'il faut clairement rendre les villes plus attractives pour éviter l'étalement l'urbain, il est aussi possible de faire fonctionner et faire vivre des régions non urbaines (ex : Château d'Oex) pour éviter leur appauvrissement (économique et social). Il faut aussi accepter d'autres types de développement et valoriser d'autres types d'atouts locaux (un exemple positif : celui de l'AOC de l'Etivaz).

Au Val de Travers par exemple, 70% des actifs travaillent sur place. Et ce qui est intéressant, c'est que cette région crée trop d'emplois, ce qui génère ainsi des flux pendulaires frontaliers. La logique voudrait donc qu'une partie des usines se développent du côté de Pontarlier. Mais dans la réalité, certaines motivations économiques profondes surpassent les objectifs du DD.